

«J'AI FAIT DON DE MA PERSONNE À LA FRANCE!»...

On est souvent injuste avec les hommes politiques. Ainsi, on a parfois reproché à François Mitterrand d'avoir sollicité (et obtenu) un bout de ruban (la francisque, en l'occurrence) du Maréchal Pétain.

Il est vrai qu'il est permis de se demander comment on peut, à la fois, porter la «*francisque*» et la «*Légion d'honneur*».

En tout état de cause, il nous faut aujourd'hui reconnaître que François Mitterrand est bien l'héritier légitime de Vichy et que, de ce point de vue, il a bien mérité le «*hochet*» du Maréchal.

Le général de Gaulle dénonçait le «*régime*» des partis, ce qui ne l'empêchait pas de reconnaître leur existence et de négocier avec eux.

François Mitterrand franchit un pas supplémentaire et dénonce les «*bandes*» et les «*factions*», ce qui en clair signifie qu'il dénonce les partis et les syndicats, pourtant éléments constitutifs de la démocratie.

Ainsi, après Pétain, François Mitterrand «*fait don de sa personne à la France*» en vue d'assurer la «*paix sociale*» dont il serait le seul garant.

Mais, lorsque François Mitterrand se pose en champion de la paix sociale, cela signifie qu'il entend empêcher (quels que soient par ailleurs les moyens qu'il envisage d'employer) les différentes catégories de citoyens - pas seulement les travailleurs - d'agir librement pour la défense de leurs intérêts.

Une telle prétention ne peut avoir comme suite logique que la tentative d'instaurer en France un régime de parti unique s'appuyant sur un syndicat unique. Tel est d'ailleurs le sens des agissements de ceux qui, çà et là, nous reprochent «*d'agiter le chiffon rouge de la recomposition syndicale*» et qui, eux, s'appêtent à aller à la soupe en souscrivant aux propositions du P.S. qui, au prix d'un «*partenariat*» entre gouvernement et syndicats, proposent d'assurer «*la matérielle*» à une couche de bureaucrates directement subordonnés à l'Élysée.

Personnellement, je persiste à penser que la classe ouvrière est une réalité et que la formule n'a aucun caractère «*réducteur*».

Je me méfie également des «*carrefours*» parce qu'on y fait souvent de mauvaises rencontres et j'estime tout à fait scandaleux que certains osent insinuer que notre refus de s'intégrer au grand rassemblement politico-syndical rêvé par Yannick Simbron, Edmond Maire et quelques autres, relève de la crainte «*de s'éloigner de la CGT*», ce qui revient à accuser les partisans de l'indépendance de la CGT-FO, de collusion avec les staliniens!

Rappelons simplement que notre ambition n'a jamais été de nous rapprocher de la CGT, mais de continuer la vieille CGT. La nôtre, en la reconstruisant. Ce qui est tout le contraire de la politique de ceux qui veulent, par le biais de la recomposition syndicale, nous intégrer au syndicalisme chrétien.

Cela étant, il nous faut bien constater que pendant le septennat de François Mitterrand, un immense changement est intervenu. Aujourd'hui, une «*cellule*» de l'Élysée manipule directement des hommes de main au sein de ce qui subsiste du mouvement ouvrier organisé, et ce, dans le but d'aboutir à son auto-destruction.

Certes, François Mitterrand n'a rien inventé. Il a d'illustres prédécesseurs. N'empêche... nous devons avoir le courage de le proclamer: cet homme est dangereux! Son parti, ses hommes de main, où qu'ils se trouvent, doivent être, au nom des intérêts ouvriers et de la démocratie, impitoyablement combattus.

Et ce ne sont pas les pitreries du clown Jack Lang qui pourront nous persuader du contraire.

Alexandre HÉBERT.
